ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 14 octobre 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux absences pour motif de santé", a donné le 23 janvier 1989 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 14 oktober 1988 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen", heeft op 23 januari 1989 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

Selon le procès-verbal de la séance du 12 février 1988 de la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, le présent projet d'arrêté royal, tendant à remplacer l'arrêté royal du 6 juillet 1959 relatif aux absences pour motif de santé, comporte des "modifications (qui) sont nécessaires pour ... réaliser dans l'arrêté royal du 6 juillet 1959 la base légale pour certaines dispositions du nouveau règlement A12/2".

D'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat, ce nouveau règlement est déjà en vigueur au sein des forces armées.

Il convient de souligner que les autorités militaires ne peuvent prendre ni appliquer des règlements dépourvus de base légale en anticipant sur leur régularisation par voie d'arrêté royal.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

De l'accord de l'officier délégué, l'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif aux absences pour motif de santé des militaires du cadre actif ainsi que des officiers, sous-officiers et aumôniers militaires de réserve, en service, des forces terrestre, aérienne, navale et du service médical".

.../...

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Les lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, ne constituant pas le fondement de l'arrêté en projet, l'alinéa 1er et, par voie de conséquence, l'alinéa 9 du préambule, doivent être omis.

+

Alinéas 2 à 8 (devenant les alinéas 1er à 7).

Ces alinéas doivent être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, notamment l'article 10bis, inséré par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, notamment l'article 9bis, inséré par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, notamment les articles 16, 65 et 66;

.../...

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 18;

Vu la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 12;

Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment les articles 31, § 1er, et 44;

Vu la loi du 18 février 1987 portant statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment les articles 13 et 14;".

+

Alinéa 10.

L'alinéa 10 devient l'alinéa 8.

+

.../...

Alinéa 11 (devenant l'alinéa 9).

L'alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1963, et l'article 9;".

DISPOSITIF.

OBSERVATIONS SUR LA FORME.

1. La division d'un article en paragraphes est utilisée en vue de grouper plusieurs alinéas. Elle ne se justifie pas dans les articles 1er et 7. Les signes "§" et numéros doivent donc y être supprimés.

2. Le nombre de jours et de mois doivent s'écrire en lettres et non en chiffres.

Article 2.

Le paragraphe 1er et le paragraphe 2 ayant des objets différents, il est proposé d'en faire deux articles distincts.

Dans le paragraphe 1er, devenant l'article 2, le 5° serait mieux rédigé comme suit :

"les militaires internés par décision judiciaire ou administrative en application de la loi du 1er juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude".

Article 3 (devenant l'article 4).

Paragraphe 1er.

La première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"L'exemption pour motif de santé ne peut être accordée pour plus de sept jours consécutifs et ne peut être prolongée au-delà de vingt et un jours".

Le deuxième alinéa du paragraphe 1er traitant d'un objet différent, devrait faire l'objet d'un paragraphe 2.

Paragraphe 3 (devenant le paragraphe 4).

Le mot "thérapie" utilisé dans le texte français de l'alinéa 1er est surtout employé en psychanalyse. Mieux vaudrait écrire "dans le cadre du traitement médical ...".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il convient d'écrire : "Halftijdse arbeid om gezondheidsredenen ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2, première phrase, serait mieux rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2, seconde phrase, il y a lieu d'écrire : "... soit être déclaré absent".

.../...

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Chaque jour calendrier de la période de travail à mi-temps est assimilé à un demi-jour de congé pour motif de santé".

Article 4 (devenant l'article 5).

De l'accord de l'officier délégué, l'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Sur une période de trente mois consécutifs, la durée de l'absence pour motif de santé ne peut excéder vingt-quatre mois.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, le Ministre de la Défense nationale peut accorder trente-six mois d'absence pour motif de santé sur une période de quarante-deux mois consécutifs :

1° aux militaires ... (la suite comme au projet);

2° aux militaires ... (la suite comme au projet);

3° (comme au projet).

La dérogation ne peut être accordée qu'une fois au cours de la carrière des militaires visés au 3°".

Le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs du projet sur le fait que le texte du paragraphe 2, alinéa 2, figurant dans l'arrêté royal du 6 juillet 1959, prévoyait une exception qui n'a pas été reprise dans le projet. Est-ce délibérément ou par inadvertance ?

.../...

Article 5 (devenant l'article 6).

Paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le chef de corps doit faire examiner le militaire qui entre dans son dix-huitième mois d'absence pour motif de santé, soit qu'il ait été absent pendant dix-sept mois consécutifs, soit qu'il ait été absent pendant dix-sept mois au cours de vingt-quatre mois consécutifs, par un médecin militaire des cadres actifs ayant le grade de médecin capitaine au moins, en vue de sa comparution devant la commission militaire d'aptitude et de réforme".

Paragraphe 2.

Au paragraphe 2, il y a lieu de remplacer les mots "en absence" par le mot "absent".

Paragraphe 3.

La présentation de cette disposition sous la forme d'un paragraphe 3 ne se justifie pas; elle n'a trait qu'au paragraphe 2. Il n'y a, en réalité, pas de recours organisé contre la décision du médecin militaire prise sur la base du paragraphe 1er; en effet, un appel risquerait de faire dépasser le délai pendant lequel le militaire peut être absent pour maladie.

.../...

Par conséquent, pour éviter toute ambiguïté et de l'accord de l'officier délégué, il convient de transformer le paragraphe 3 en un alinéa 2 du paragraphe 2 rédigé comme suit :

"Si le médecin chargé de cet examen conclut que l'intéressé est apte pour le service, chaque partie jouissant du droit d'initiative en application de l'alinéa premier ... (la suite comme au projet)".

Article 7 (devenant l'article 8).

Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "à l'article 5", à la suite de la division de l'article 2 en deux articles.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, in fine, il faut écrire "jusqu'au moment où ils sortent des cadres de réserve par réforme".

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il convient d'écrire "... de son engagement ou de son rengagement" plutôt que "... de son (r)engagement".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Volgens de notulen van de vergadering van 12 februari 1988 van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, bevat het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit, dat ertoe strekt het koninklijk besluit van 6 juli 1959 betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen te vervangen, een aantal wijzigingen die nodig zijn om aan sommige bepalingen van de nieuwe verordening A 12/2 een rechtsgrond te verschaffen in het koninklijk besluit van 6 juli 1959.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is die nieuwe verordening reeds van kracht bij de krijgsmacht.

Er dient te worden onderstreept dat de militaire overheid geen reglementen mag vaststellen of toepassen die geen rechtsgrond bezitten, en zodoende niet mag vooruitlopen op de regularisatie ervan bij koninklijk besluit.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen van het actief kader, alsmede van de officieren, onderofficieren en militaire aalmoezeniers van het reservekader, in dienst, van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst".

.../...

AANHEF.

Eerste lid.

Aangezien de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd op 11 augustus 1923, niet de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit, moeten het eerste lid en, dientengevolge, ook het negende lid van de aanhef vervallen.

+

Het tweede tot het achtste lid (die het eerste tot het zevende lid worden).

Die leden moeten als volgt geredigeerd worden :

"Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, inzonderheid op artikel 10bis, ingevoegd door de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, inzonderheid op artikel 9bis, ingevoegd door de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, inzonderheid op de artikelen 16, 65 en 66;

.../...

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 31, § 1, en 44;

Gelet op de wet van 18 februari 1987 houdende statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op de artikelen 13 en 14;".

+

Tiende lid.

Het tiende lid wordt het achtste lid.

+

Elfde lid (dat het negende lid wordt).

Het lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1963, en op artikel 9;".

BEPALEND GEDEELTE.

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

1. Een artikel wordt in paragrafen ingedeeld om verscheidene leden te groeperen. Die indeling is niet gewettigd in de artikelen 1 en 7.

De paragraaftekens "§" en de erop volgende nummers moeten dus in die artikelen weggelaten worden.

2. De dagen en maanden moeten voluit geschreven worden en niet in cijferschrift.

Artikel 2.

Aangezien het in paragraaf 1 en paragraaf 2 telkens om een verschillend onderwerp gaat, wordt voorgesteld er twee afzonderlijke artikelen van te maken.

In paragraaf 1, die artikel 2 wordt, zou de bepaling onder 5° beter als volgt worden geredigeerd :

"5° de militairen die bij gerechtelijke of administratieve maatregel geïnterneerd zijn overeenkomstig de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers".

.../...

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Paragraaf 1.

De eerste volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Vrijstelling om gezondheidsredenen mag niet voor meer dan zeven opeenvolgende dagen worden verleend en mag niet tot meer dan eenentwintig dagen worden verlengd".

Het tweede lid van paragraaf 1 handelt over een andere aangelegenheid, en zou derhalve paragraaf 2 moeten worden.

Paragraaf 3 (die paragraaf 4 wordt).

De Franse term "thérapie" wordt vooral gebruikt in de psychoanalyse. Men schrijve derhalve in het eerste lid van de Franse tekst : "dans le cadre du traitement médical ...".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijve men : "Halftijdse arbeid om gezondheidsredenen ...".

In de Nederlandse tekst van de eerste volzin van het tweede lid schrijve men : "De toegestane periode van halftijdse arbeid wordt tot maximum zes maanden beperkt voor een zelfde aandoening".

In de tweede volzin van datzelfde tweede lid schrijve men : "... of afwezig verklaard worden".

Het derde lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Elke kalenderdag van de periode van halftijdse arbeid wordt gelijkgesteld met een halve dag verlof om gezondheidsredenen".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

De gemachtigde officier is het ermee eens dat artikel 4 beter als volgt zou worden geredigeerd :

"§ 1. Over een periode van dertig opeenvolgende maanden mag de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen niet meer bedragen dan vierentwintig maanden.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan de Minister van Landsverdediging zesendertig maanden afwezigheid om gezondheidsredenen toestaan over een periode van tweeënveertig opeenvolgende maanden :

1° (zoals in het ontwerp)

2° (zoals in het ontwerp)

3° (zoals in het ontwerp).

De afwijking kan slechts eenmaal verleend worden tijdens de loopbaan van de militairen bedoeld in 3°".

.../...

De Raad van State vestigt de aandacht van de stellers van het ontwerp op het feit dat de tekst van paragraaf 2, tweede lid, die voorkwam in het koninklijk besluit van 6 juli 1959, in een uitzondering voorzag die - met opzet of wegens onoplettendheid - in het ontwerp weggelaten werd.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Paragraaf 1.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De korpscommandant moet de militair die zijn achttiende maand afwezigheid om gezondheidsredenen ingaat, hetzij doordat hij gedurende zeventien opeenvolgende maanden afwezig is geweest, hetzij doordat hij in de loop van vierentwintig opeenvolgende maanden gedurende zeventien maanden afwezig is geweest, laten onderzoeken door een militair geneesheer van het actief kader die ten minste de graad van geneesheer-kapitein bezit, met het oog op zijn verschijning voor de militaire commissie voor geschiktheid en reform".

Paragraaf 2.

In paragraaf 2 vervange men de woorden "in afwezigheid om gezondheidsredenen zelf" door de woorden "die afwezig is om gezondheidsredenen".

.../...

Paragraaf 3.

De inkleding van die bepaling in de vorm van een paragraaf 3 is niet gewettigd; zij heeft alleen betrekking op paragraaf 2. Er bestaat in feite geen georganiseerd beroep tegen de beslissing van de militaire geneesheer, genomen op grond van paragraaf 1; een beroep zou er immers kunnen toe leiden dat de termijn wordt overschreden gedurende welke de militair afwezig kan zijn wegens ziekte.

Om alle dubbelzinnigheid te vermijden en in overeenstemming met de gemachtigde officier behoort paragraaf 3 bijgevolg te worden veranderd in een tweede lid van paragraaf 2, luidend als volgt :

"Indien de met dat onderzoek belaste geneesheer beslist dat de betrokkene geschikt is voor de dienst, kan elke partij die overeenkomstig het eerste lid het initiatiefrecht bezit, binnen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men, als gevolg van de indeling van artikel 2 in twee artikelen : "in artikel 5".

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men in fine : "totdat zij wegens reform uit het reservekader treden".

.../...

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, dient te worden geschreven : "... van zijn dienstneming of van zijn wederdienstneming" in plaats van "... van zijn (weder)dienstneming".

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme S. GUFFENS, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. S. GUFFENS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. FINCOEUR.